



Conseil économique et social

Distr. limitée
24 janvier 2000
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme, constituée en comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale intitulée «Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI^e siècle»

Troisième session

3-17 mars 2000

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Préparatifs de la session extraordinaire de l'Assemblée générale
intitulée «Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle»**

Nouvelles mesures et initiatives pour la mise en oeuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

Projet de rapport soumis par la Présidente du Comité préparatoire

I. Introduction

1. Les gouvernements réunis pour la session extraordinaire de l'Assemblée générale ont renouvelé leur attachement aux buts et objectifs inscrits dans la Déclaration et le Programme d'action adoptés lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995. Ils ont également examiné et évalué les progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action, identifié les défis à venir et les tendances défavorables à l'application intégrale du Programme et défini les mesures et initiatives qui doivent encore être prises pour que les engagements en faveur de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix soient pleinement tenus.

2. Depuis 1996, la Commission de la condition de la femme fait régulièrement le point sur les progrès accomplis dans les 12 domaines critiques et définit de nouvelles initiatives propres à accélérer le mouvement. Tout comme le Programme d'action,

ces initiatives restent la clef de voûte des engagements pris envers les femmes du monde entier et des éléments essentiels pour que l'égalité entre les sexes, le développement et la paix deviennent des réalités au XXI^e siècle.

3. L'application dynamique de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing exige l'adoption d'une démarche intégrée associant choix politiques, mesures législatives et actions concrètes, autant d'éléments qui doivent être soutenus par des structures institutionnelles, des données adéquates, des objectifs précis, des mécanismes de suivi et des ressources suffisantes.

* E/CN.6/2000/PC/1.

II. Bilan de l'application des 12 domaines critiques du Programme d'action de Beijing

A. Les femmes et la pauvreté

4. *Réalisations.* La reconnaissance des dimensions sexospécifiques de la pauvreté et les efforts déployés pour intégrer des critères de sexe dans les politiques et les programmes constituent d'indéniables progrès. L'approche différenciée continue à gagner du terrain, qu'il s'agisse de la promotion de l'emploi et du travail rémunéré des femmes ou de l'accès aux services sociaux de base, notamment à l'éducation et aux soins de santé. La stratégie du microcrédit s'est révélée un excellent outil d'émancipation économique pour les femmes. Les familles dirigées par une femme ont été davantage prises en compte dans les politiques sociales. Les recherches et la mise au point de nouveaux outils d'analyse théorique par sexe ont fait progresser la connaissance globale de la situation des femmes et de la question de la pauvreté.

5. *Obstacles.* L'inégalité économique entre les hommes et les femmes s'est accentuée sous l'influence d'un certain nombre de facteurs – inégalité des revenus, chômage, paupérisation des groupes les plus vulnérables, particulièrement les femmes pauvres et les femmes rurales. Le fardeau de la dette, les dépenses militaires et la diminution de l'aide au développement entravent l'effort national de lutte contre la pauvreté. L'inégalité d'accès au capital, aux ressources et au marché du travail ainsi que certaines pratiques socio-culturelles freinent le progrès économique des femmes et ne font qu'aggraver la féminisation de la pauvreté. Les programmes d'ajustement structurels sont souvent synonymes de diminution des budgets des services sociaux de base, y compris l'éducation et la santé, ce qui se traduit par une augmentation des taux d'analphabétisme et de mortalité maternelle parmi les femmes pauvres. L'absence d'analyses et de données ventilées par sexe et par âge empêche toute évaluation exacte du travail non rémunéré effectué par les femmes.

B. Éducation et formation des femmes

6. *Réalisations.* Un certain nombre d'avancées ont été réalisées en matière d'éducation et de formation des fillettes et des jeunes filles, notamment dans les pays où s'est manifestée une véritable volonté politique associée à des moyens suffisants. Des mesures ont été prises un peu partout dans le monde pour mettre sur pied des systèmes d'enseignement

alternatifs en faveur des fillettes et jeunes filles des communautés autochtones et autres groupes défavorisés, pour encourager les jeunes filles à choisir des filières d'études non classiques, et pour éliminer les préjugés sexistes du secteur de l'éducation.

7. *Obstacles.* Un certain nombre de facteurs sont venus entraver les efforts déployés pour faire reculer l'analphabétisme parmi les femmes et favoriser l'accès des fillettes et des jeunes filles à tous les niveaux et types d'éducation : le manque de ressources, qui a compromis l'amélioration des infrastructures scolaires et les réformes de l'enseignement, la persistance des préjugés et discriminations sexistes et de la division stéréotypée des rôles et des professions dans les écoles et les collectivités, et la non-reconnaissance du lien qui existe entre la présence des femmes dans les établissements d'enseignement supérieur et le dynamisme du marché du travail.

C. Les femmes et la santé

8. *Réalisations.* Diminution de la mortalité maternelle, augmentation du taux d'utilisation des contraceptifs modernes, mise au point et mise à l'essai de contraceptifs masculins, priorité accrue de la question de la contamination des femmes par le VIH/sida, intégration de la perspective sexospécifique dans les activités scolaires à dimension sanitaire (notamment en ce qui concerne la prévention du tabagisme et de la toxicomanie et les programmes de désintoxication), meilleure prise en compte des problèmes médicaux spécifiques des femmes âgées, amélioration de la prévention et du traitement des maladies sexuellement transmissibles, et attention plus soutenue à la santé mentale des femmes.

9. *Obstacles.* L'absence de suivi médical intégré des fillettes puis des femmes tout au long de leur existence a été un facteur défavorable, aggravé encore par le fait que les recherches et les technologies médicales tiennent rarement compte des facteurs de sexe, et par l'absence de données ventilées par sexe et par âge et d'indicateurs commodes. Les pénuries de ressources financières et humaines, qui se sont encore aggravées avec la privatisation des services de santé, ont eu un impact négatif sur la qualité des infrastructures et la prestation des services. De plus, la transposition des normes internationales dans les législations et les programmes nationaux est restée limitée.

D. La violence à l'égard des femmes

10. *Réalisations.* Les gouvernements ont modifié leurs politiques, mis en place des comités interministériels et autres mécanismes, et émis des directives et protocoles pour lutter contre la violence. Ils ont également légiféré pour protéger les femmes contre les diverses formes de violence – sévices sexuels, harcèlement, traite, entre autres – ou modifié les lois en vigueur dans le sens d'une protection accrue. Les services d'aide aux femmes battues (foyers d'hébergement, permanences téléphoniques, brigades de police spécialisées) se sont améliorés. Des programmes ont été mis en place pour informer le personnel médical et les travailleurs sociaux des dimensions juridiques du problème de la violence. Des programmes de formation des femmes et des campagnes de sensibilisation ont été organisées. L'action menée pour éliminer la mutilation génitale des femmes bénéficie d'un large soutien international, dont témoigne notamment la nomination par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) d'une ambassadrice spéciale sur cette question.

11. *Obstacles.* La méconnaissance des causes profondes de la violence à l'égard des femmes freine les progrès, et la pénurie de statistiques sur les diverses formes de violence ne favorise pas non plus l'adoption de politiques éclairées. Les normes socioculturelles et les traditions accentuent encore la place subalterne des femmes dans la société. Bien que les mentalités commencent à évoluer, la justice de beaucoup de pays, et notamment la justice pénale, ne réprime guère les violences exercées contre les femmes, et les stratégies de prévention restent fragmentaires et sont essentiellement réactives.

E. Les femmes et les conflits armés

12. *Réalisations.* Le Statut et le Règlement du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, du Tribunal pénal international pour le Rwanda et de la Cour pénale internationale (adoptés en 1998) contiennent des principes en matière de poursuites qui intègrent la dimension hommes-femmes. Il est de plus en plus largement admis que les conflits armés infligent des souffrances spécifiques aux femmes et que les forces armées doivent appliquer le droit international relatif aux droits de l'homme et les principes humanitaires en tenant compte des considérations de sexe, et qu'une formation est souhaitable et possible dans ce domaine. La contribution que peuvent apporter les femmes à l'édification et à la consolidation de la paix et au règlement des conflits n'est plus contestée. Des directives concernant la protection des femmes réfugiées ont été adoptées, et certains États considèrent la persécution fondée sur le sexe comme un motif recevable pour bénéficier

du statut de réfugié. Et il existe maintenant des cours d'instruction civique sur le règlement non violent des conflits.

13. *Obstacles.* Il n'y a pas de femmes dans les sphères de décision concernant le maintien et la consolidation de la paix, la réconciliation après les conflits et de reconstruction; cette absence est très dommageable. Le fait que les conflits armés n'épargnent plus les populations civiles et que les États n'en soient plus les seuls acteurs expose encore davantage les populations féminines aux violences de la guerre. L'accès généralisé aux armements, facilité par la prolifération des armes, notamment des armes légères, et par un trafic qui n'a toujours pas cessé, n'ont fait qu'aggraver encore la violence des conflits armés.

F. Les femmes et l'économie

14. *Réalisations.* Les conventions internationales qui garantissent les droits économiques des femmes, l'égalité d'accès aux ressources économiques et l'égalité en matière d'emploi ont été prises en compte dans les législations nationales. La présence des femmes dans le monde du travail a considérablement augmenté, notamment dans le secteur tertiaire. Les gouvernements ont pris des mesures pour lutter contre les pratiques discriminatoires et abusives sur les lieux de travail et garantir l'hygiène et la sécurité du travail, et ont mis en place des mécanismes de financement pour promouvoir le rôle des femmes dans l'entreprise ainsi que dans l'éducation, les disciplines scientifiques et techniques et les sphères de décision. De nouvelles lois sur les congés parentaux, les allocations familiales et les prestations pour enfants à charge permettent aux femmes de concilier obligations professionnelles et vie familiale. Des études ont été faites pour analyser les facteurs qui entravent l'émancipation économique des femmes et qui les empêchent d'accéder pleinement aux nouvelles technologies de l'information.

15. *Obstacles.* La répartition inégale des fruits de la croissance de l'économie mondiale a creusé l'écart entre les riches et les pauvres et s'est traduite par une dégradation des conditions de travail et une subordination persistante des femmes dans le secteur de l'économie informelle et le monde rural, où elles sont encore nombreuses à assurer une production de subsistance, occupant des emplois non qualifiés, peu payés et précaires. Les femmes qui occupent des emplois salariés sont moins bien payées que leurs homologues masculins ayant les mêmes qualifications, et elles sont promues moins rapidement. Rares sont les pays qui ont légiféré pour garantir le droit des femmes à la propriété foncière et aux autres biens. Du fait qu'elles ne sont pas reconnues dans leur double rôle de production et de reproduction, les femmes sont surchar-

gées de tâches et d'obligations de toutes sortes, et multiplient les heures de travail non rémunérées.

G. Les femmes et la prise de décisions

16. *Réalisations.* La nécessaire place des femmes dans les instances du pouvoir et les sphères de décision est restée un grand sujet d'actualité et de débat public; l'idée de parité hommes-femmes comme facteur de progrès social continue à s'imposer peu à peu et à mettre en lumière les changements systémiques nécessaires pour que la femme soit véritablement traitée partout comme l'égal de l'homme. Les pays sont de plus en plus nombreux à adopter des politiques volontaristes pour faire avancer la condition de la femme : quotas et cibles d'emplois, programmes de formation des femmes aux postes de direction, mesures qui permettent aux femmes et aux hommes de concilier obligations professionnelles et vie familiale. Les réseaux internationaux de femmes politiques élues, parlementaires, militantes, universitaires et autres ont été établis ou renforcés.

17. *Obstacles.* Bien que personne ou presque ne conteste la nécessité d'instaurer la parité hommes-femmes dans les organes de décision à tous les niveaux, l'écart entre les déclarations de principes et l'égalité de fait n'a pas disparu. La division sexuelle des rôles héritée du passé restreint les choix des femmes en matière d'éducation et de carrière, et les oblige à assumer le fardeau des tâches et responsabilités domestiques. Les initiatives et programmes en faveur de la participation accrue des femmes à la prise des décisions sont entravées par un certain nombre de facteurs : les actions de formation et d'encouragement des carrières politiques manquent de moyens financiers et humains, les élus ne sont pas tenus de rendre compte de leur action en faveur de l'égalité entre les sexes et de la participation des femmes à la vie publique et, par ailleurs, les femmes ne soutiennent pas assez celles d'entre elles qui occupent des postes de responsabilité.

H. Mécanismes institutionnels chargés de favoriser la promotion de la femme

18. *Réalisations.* Des mécanismes nationaux ont été institués en tant que base institutionnelle jouant le rôle de «catalyseur» dans la promotion de l'égalité entre les sexes, l'intégration d'une perspective sexospécifique dans les programmes nationaux et la suite donnée au Programme d'action. Ils ont renforcé leur présence et leur statut et ont pu mieux vulgariser et coordonner leurs activités aux niveaux national et international en intégrant une perspective sexospé-

cifique aux activités des ministères ainsi qu'au code législatif, aux politiques, programmes et projets. Ils ont également contribué à produire et à diffuser des données ventilées par sexe et par âge de même qu'à effectuer des travaux de recherche et à établir des documents tenant compte des sexospécificités.

19. *Obstacles.* Ces mécanismes nationaux se heurtent principalement au manque de ressources financières et humaines, problème auquel s'ajoute la méconnaissance de la notion d'égalité entre les sexes et de démarginalisation, les stéréotypes sexospécifiques et les comportements discriminatoires, des priorités gouvernementales antagoniques et des liens insuffisants avec la société civile. Leurs activités sont entravées par des problèmes de structure et de communication dans et entre les organismes gouvernementaux. Il arrive que leur mandat soit mal défini et qu'ils ne disposent pas des moyens, des ressources et de l'expérience nécessaires pour suivre et évaluer les activités.

I. Droits fondamentaux des femmes

20. *Réalisation.* Des réformes juridiques ont été menées et des dispositions discriminatoires éliminées du droit civil et pénal et du droit relatif au statut personnel régissant le mariage et les relations familiales, la propriété et les droits de propriété des femmes ainsi que leurs droits politiques, professionnels et en matière d'emploi. Des mesures ont été adoptées pour qu'elles puissent de fait jouir de leurs droits fondamentaux grâce à la création d'un cadre favorable et notamment à l'adoption de politiques, au renforcement des mécanismes d'exécution et de suivi et au lancement de campagnes d'initiation au droit et de sensibilisation des populations. Cent soixante-cinq pays ont ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ou y ont adhéré et 25 États parties l'ont adoptée et signée.

21. *Obstacles.* Il existe toujours des lois discriminatoires et les codes civils et pénaux et les codes de la famille ne tiennent toujours pas pleinement compte des sexospécificités. Des lacunes en matière de législation et de réglementation persistent, perpétuant l'inégalité et la discrimination de droit et de fait. Les femmes n'ont pas suffisamment accès au droit, faute de notions juridiques et de ressources, et en raison de l'insensibilité des responsables des services de répression et du système judiciaire ainsi que de la discrimination dont elles font l'objet de la part de ces derniers, de même que de la persistance de comportements traditionnels et stéréotypés.

J. Les femmes et les médias

22. *Réalisations.* Des femmes occupent désormais des postes de responsabilité et la création de réseaux de médias constitués de femmes aux niveaux local, national et international a permis de diffuser des informations, d'échanger des vues et de soutenir des associations de femmes actives dans le domaine des médias au niveau mondial. Les progrès enregistrés dans le domaine des techniques de l'information et de la communication, notamment d'Internet, ont amélioré les possibilités en matière de communication et influé sur la participation des femmes aux activités des médias. Le nombre d'associations de femmes journalistes et de programmes menés sous leur égide s'est accru, ce qui a permis à un plus grand nombre d'entre elles d'y participer et de projeter des images plus positives des femmes dans les médias. L'adoption de directives professionnelles et de codes de conduite encourageant une représentation équitable des femmes et l'utilisation d'un langage non sexiste dans les programmes médiatiques ont permis de lutter contre les images négatives données des femmes.

23. *Obstacles.* Il n'y a toujours pas suffisamment de femmes qui occupent des postes de décision clefs pour influencer sur la politique des médias. Les images négatives, les représentations stéréotypées et la pornographie se sont multipliées dans certains cas et certains journalistes continuent de nourrir des préjugés à leur égard. Le domaine des techniques de l'information et de la communication repose sur des normes masculines et une culture occidentale. Les barrières linguistiques empêchent certaines femmes d'utiliser l'Internet dont l'accès est limité et nécessite volonté politique, efforts de coopération et ressources financières.

K. Les femmes et l'environnement

24. *Réalisations.* Les politiques et programmes nationaux en matière d'environnement ont pris en compte les sexospécificités. Les femmes participent davantage à la prise de décisions, un plus grand nombre d'entre elles assumant des fonctions de responsabilité et autres au sein des organismes chargés de l'environnement. Les gouvernements ont établi des partenariats avec les organisations non gouvernementales (ONG). Compte tenu de l'interaction entre la pauvreté et la dégradation de l'environnement, les gouvernements ont prévu au titre des divers programmes des activités créatrices de revenus pour les femmes ainsi que des volets formation en matière de gestion des ressources naturelles et de protection de l'environnement. Des projets ont été lancés pour préserver et utiliser les connaissances traditionnelles des femmes dans la gestion des ressources naturelles.

25. *Obstacles.* Le public n'est pas conscient des problèmes liés à l'environnement et des avantages que présente la parité hommes-femmes dans la protection de l'environnement. Les politiques et programmes en matière d'environnement sont dénués de perspectives sexospécifiques et ne tiennent pas compte des rôles que jouent les femmes dans la viabilité de l'environnement et des contributions qu'elles apportent à cet égard. Le fait qu'elles sont peu nombreuses à participer à l'élaboration et à l'exécution de politiques environnementales et leur sous-représentation dans les organes de prise de décisions ne font qu'aggraver la situation.

L. La petite fille

26. *Réalisations.* Des progrès ont été réalisés au niveau de l'enseignement primaire et, dans une moindre mesure, de l'enseignement secondaire et supérieur en faveur des filles, grâce à l'instauration de cadres scolaires tenant mieux compte des sexospécificités, à l'établissement de mécanismes d'aide aux adolescentes enceintes et aux mères adolescentes, au développement des possibilités en matière d'enseignement de type non scolaire et à l'orientation d'un plus grand nombre de filles vers les études scientifiques et techniques. La santé des filles, notamment en matière de sexualité et de reproduction des adolescentes, a bénéficié d'une plus grande attention. Un nombre croissant de pays ont introduit des lois visant à interdire la mutilation génitale des fillettes et à imposer de plus lourdes peines aux auteurs de sévices sexuels et à ceux qui se livrent à l'exploitation sexuelle des petites filles à des fins commerciales.

27. *Obstacles.* Des attitudes traditionnelles discriminatoires à l'égard des femmes et des filles et la méconnaissance de la situation spécifique des petites filles que des charges domestiques, par exemple, empêchent souvent de poursuivre leurs études concourent à les priver de la possibilité de devenir autonomes et indépendantes. Les programmes étaient entravés par la pénurie de ressources financières et humaines, de données statistiques ventilées par sexe et par âge et de compétences techniques. Les mécanismes nationaux chargés de mettre en oeuvre des politiques et programmes en faveur des petites filles étaient peu nombreux et la coordination entre les organismes responsables laissait à désirer.

III. Tendances et problèmes nouveaux qui entravent la mise en oeuvre intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing

28. L'examen et l'évaluation de la suite donnée à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing sont intervenus dans un monde en pleine mutation. Depuis 1995, un certain nombre de questions ont gagné en importance ou acquis de nouvelles dimensions, qui posent un surcroît de difficultés à la mise en oeuvre intégrale du Programme d'action et dont les conséquences pour l'égalité entre les sexes doivent être entièrement analysées. Aussi d'autres mesures et initiatives doivent-elles être adoptées pour faire face aux problèmes et tendances exposées ci-après et abordées parfois en partie seulement dans le Programme d'action.

29. La mondialisation a entraîné une plus grande libéralisation des échanges et des flux financiers, la privatisation des entreprises publiques et une baisse des dépenses publiques. Ce changement a transformé les modes de production et accéléré les progrès techniques dans le domaine de la communication. Elle a également influé sur les valeurs culturelles, les modes de vie, la publicité et les médias. Cette évolution s'est accompagnée de changements politiques majeurs, notamment de nouvelles formes de gouvernance et de l'exercice plus universel des droits de l'homme. La mondialisation a certes offert de plus grandes chances économiques et une plus grande autonomie à certaines femmes, mais elle en a rendu d'autres plus vulnérables. Bien que dans de nombreux pays, le degré de participation des femmes à la main-d'oeuvre se soit accru, l'augmentation du niveau de l'emploi ne s'est pas accompagnée d'une amélioration des conditions de travail. La plupart des femmes restent mal rémunérées, occupent toujours des emplois à temps partiel précaires, et demeurent exposées à des risques pour leur sécurité et leur santé. Elles continuent de figurer parmi les premières à être licenciées et les dernières à être réembauchées.

30. Des déséquilibres économiques croissants aux niveaux national et international, auxquels s'ajoute une dépendance économique croissante des États à l'égard de facteurs externes, ont empêché ces derniers d'assurer la protection et la sécurité sociales nécessaires et de financer l'application du Programme d'action. La baisse des ressources financières provenant de la coopération internationale a contribué à marginaliser davantage et à exclure les pays les plus pauvres du monde où les femmes sont parmi les groupes les plus déshérités. Aussi cette féminisation croissante de la pauvreté a-t-elle sapé les efforts visant à assurer l'égalité entre les sexes. Les ressources

financières limitées doublées d'une baisse de l'aide au développement contraignent non seulement les gouvernements mais également leurs partenaires des ONG et du secteur privé à recourir à des approches novatrices pour répartir les ressources actuelles. Afin d'assurer l'égalité entre les sexes et d'utiliser les ressources disponibles d'une manière qui tienne compte des besoins des hommes et des femmes, une analyse sexospécifique du budget national doit être effectuée pour déterminer si l'impact des dépenses est la même chez les femmes et les hommes.

31. La science et la technique, en tant qu'éléments fondamentaux du développement, transforment les modes de production, créent de nouveaux emplois et de nouvelles méthodes de travail et contribuent à l'instauration d'une société fondée sur la connaissance. Les changements techniques offrent de nouvelles possibilités. De nombreuses femmes à travers le monde utilisent efficacement de nouvelles techniques de communication pour créer des réseaux, mener des activités de plaidoyer, procéder à des échanges d'informations et lancer des initiatives dans le domaine du commerce électronique. Il conviendrait cependant de reconnaître que les millions de femmes et d'hommes parmi les plus déshérités de la planète n'ont toujours pas accès à ces infrastructures et risquent de se voir exclus de ce nouveau domaine et privés des possibilités qu'elles offrent.

32. Les caractéristiques des flux migratoires de la main-d'oeuvre sont en train de changer. Les femmes font de plus en plus partie de la main-d'oeuvre migrante internationale à court terme, surtout dans le domaine des travaux domestiques et dans l'industrie des spectacles. S'il est vrai que cette situation leur offre plus de possibilités de gagner leur vie et de devenir autonomes, il n'en demeure pas moins qu'elle les expose aux risques de trafic et autres formes d'abus, en particulier quand elles sont pauvres, sans instruction, sans qualifications ou travailleuses immigrées clandestines.

33. Récemment, les gouvernements, les syndicats, les associations professionnelles et les groupes de consommateurs, les fondations et les ONG d'un même pays ou de pays divers ont commencé à établir des alliances et des coalitions nouvelles et vastes pour promouvoir les droits de l'homme, les codes de conduite et des formes d'investissement socialement responsables qui comprendraient des dispositions visant à assurer l'égalité entre les sexes.

34. La notion d'égalité entre les sexes est de plus en plus acceptée, sur la base d'un ensemble de principes, normes, règles et mécanismes institutionnels communs et de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes ainsi que de son Protocole facultatif. De nombreux pays ont néanmoins des difficultés à appliquer ces normes internationales à leur législation nationale.

35. En dépit d'une meilleure connaissance des droits fondamentaux des femmes et de l'appréciation de leur contribution dans la société, elles demeurent nettement sous-représentées dans les organes de prise de décisions politiques et économiques et au sein des mécanismes de règlement des conflits. L'absence des femmes entrave l'intégration d'une perspective sexospécifique dans ces sphères d'influence fondamentale. Étant donné que des mesures en vigueur visant à accroître la participation des femmes au processus de prise de décisions se sont révélées insuffisantes pour assurer entièrement l'égalité entre les sexes, de nouvelles approches et un engagement renouvelé à tous les niveaux sont nécessaires.

36. L'allongement de l'espérance de vie et la baisse des taux de mortalité sont autant de tendances qui ont contribué au vieillissement de la population. L'espérance de vie des femmes étant supérieure à celle des hommes, le nombre de veuves et de femmes âgées célibataires s'est accru considérablement. Les sociétés ont beaucoup à gagner du savoir et de l'expérience des femmes âgées. Celles-ci devraient être encouragées à assumer des rôles différents de ceux qu'elles ont traditionnellement dévolus dans la vie publique et la prise de décisions. Parallèlement, il faudrait mettre en place des mécanismes permettant de garantir leurs droits et leur qualité de vie et de répondre à leurs besoins, afin de pallier l'affaiblissement des systèmes traditionnels de soutien familial et la réduction des programmes publics d'aide sociale.

37. La progression de la pandémie de VIH/sida dans le monde en développement a eu de graves conséquences sur la vie des femmes. Ce sont elles qui, généralement, s'occupent des personnes infectées et des orphelins, les infrastructures publiques ne parvenant pas à répondre aux besoins. Les femmes séropositives sont souvent victimes de discrimination et sont montrées du doigt. Les questions de la transmission de la mère à l'enfant, de l'allaitement, de l'avortement, de l'information des partenaires et de la fourniture de médicaments essentiels comme l'azidothymidine (AZT) n'ont pas reçu une attention suffisante.

38. Les catastrophes naturelles n'ont jamais fait autant de victimes ni provoqué autant de dégâts matériels, ce qui a fait prendre conscience de l'insuffisance des approches et des méthodes utilisées pour répondre à ce type de situations d'urgence dont les femmes pâtissent particulièrement, dans la mesure où ce sont elles, plus que les hommes, qui doivent répondre aux besoins immédiats de leur famille. En conséquence, on s'accorde de plus en plus à penser que les stratégies d'atténuation des effets des catastrophes et de relèvement doivent prêter une attention particulière aux femmes.

39. On a constaté une augmentation du nombre de conflits violents, et en particulier des guerres civiles, conflits qui

trouvent souvent leur origine dans la transition politique, les bouleversements économiques, la fragilité de la société civile et l'affaiblissement de l'État. Diverses forces, comme les vendeurs d'armes, les narcotrafiquants et les syndicats du crime, tirent parti de ces tensions. Les victimes sont majoritairement des civils, femmes et enfants. La violence spécifiquement dirigée contre les femmes, comme le viol, est de plus en plus fréquente, et la propagation intentionnelle du VIH/sida est devenue une arme. Des efforts sont entrepris au niveau international pour poursuivre les coupables de crimes de guerre dirigés contre les femmes, lever leur immunité et indemniser les victimes.

40. La violence à l'égard des femmes, sous toutes ses formes, est mieux comprise, mieux connue du public et fait l'objet de différentes mesures juridiques et initiatives concrètes. De nombreux réseaux de femmes continuent de militer pour qu'il soit mis fin à la violence conjugale et que les autorités nationales soient tenues responsables de la défense et de la promotion des droits fondamentaux des femmes.

41. L'évolution du contexte dans lequel s'inscrivent les relations entre hommes et femmes et le débat sur l'égalité entre les sexes et les droits en matière de reproduction ont conduit à réévaluer le rôle de la femme et de l'homme, ce qui a encouragé le débat sur le rôle et les responsabilités que doivent assumer hommes et femmes dans l'avancée vers l'égalité entre les sexes et sur la nécessité de mettre fin aux stéréotypes relatifs au rôle et à l'identité des hommes et des femmes.

IV. Mesures et initiatives destinées à surmonter les obstacles qui s'opposent à l'application complète et rapide de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à répondre aux nouveaux problèmes et défis

42. Cinq ans après l'adoption de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, les gouvernements s'engagent de nouveau à en appliquer pleinement les dispositions et à répondre aux problèmes nouveaux. Ils s'engagent à prendre de nouvelles mesures pour atteindre l'objectif de l'égalité entre les sexes, du développement et de la paix au XXI^e siècle. Ils appellent en outre la communauté internationale, y compris les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les autres organismes intergouvernementaux régionaux et internationaux, les parlements, la société civile, y compris le secteur privé et les organisations non gouvernementales, à appuyer leurs efforts et à lancer des programmes

pour parvenir à la pleine application de la Déclaration et du Programme d'action.

A. Égalité entre les sexes

43. L'égalité entre hommes et femmes est un objectif essentiel des gouvernements et de la communauté internationale, à la fois en tant que fin en soi et en tant que moyen de réaliser les objectifs de développement et de paix.

44. L'égalité entre les sexes suppose l'égalité des droits, des responsabilités et des chances entre hommes et femmes, garçons et filles. Les intérêts, préoccupations, expériences et priorités des femmes comme des hommes doivent donc être pleinement pris en compte lors de la conception, de l'application, du suivi et de l'évaluation de toute mesure touchant au développement de la société. Tous les domaines prioritaires définis dans le Programme d'action sont envisagés dans une perspective d'égalité entre les sexes, mais certains sont particulièrement pertinents pour la réalisation de cet objectif et il convient d'en tenir compte lors de l'examen de plusieurs questions nouvelles. L'instruction et la formation des femmes tout au long de leur vie, et en particulier pendant l'enfance, sont essentielles pour parvenir à l'égalité. Il ne peut y avoir égalité entre les sexes, développement et paix si les femmes et les filles ne peuvent pleinement exercer leurs droits et leurs libertés fondamentales. Pour ce faire, les femmes doivent participer au même titre que les hommes à la prise de décisions à tous les niveaux. L'objectif de l'égalité entre les sexes sera d'autant plus vite atteint que l'on prêterait pleinement attention aux besoins des filles. Les mécanismes institutionnels, et en particulier les mécanismes nationaux de promotion de la femme, sont essentiels pour assurer que soient mis en place des structures et des cadres appropriés. Les médias ont aussi le pouvoir de contribuer notablement à la réalisation de l'objectif de l'égalité entre les sexes.

Mesures complémentaires à prendre au niveau des politiques pour réaliser l'objectif de l'égalité entre les sexes

45. L'adoption, dans tous les domaines, de politiques globales accordant une large place à l'égalité entre les sexes ne peut se faire sans volonté et engagement politiques. Ces politiques doivent comprendre des objectifs et des stratégies portant sur les intérêts, la contribution, les droits et les besoins des femmes et des hommes et garantir l'égalité des chances et des choix. Les hommes doivent participer activement aux mesures prises en faveur de l'égalité entre les sexes.

46. Les gouvernements devraient :

a) Élaborer des programmes plus concrets et définir des critères permettant de mesurer les progrès réalisés dans des délais donnés;

b) Faire de l'égalité en matière d'éducation et de scolarisation des filles jusqu'à la fin du cycle primaire une priorité de leur politique d'éducation;

c) Adopter des politiques visant à porter le taux de scolarisation des filles dans les cycles primaire et secondaire au niveau de celui des garçons d'ici à 2005 et à garantir l'accès universel des garçons et des filles à l'enseignement primaire d'ici à 2015, comme préconisé lors de plusieurs conférences mondiales;

d) Encourager la définition d'objectifs précis et assortis de délais pour garantir une participation équitable des femmes et des hommes à la vie publique à tous les niveaux, et en particulier à la prise de décisions, aux élections et aux activités politiques;

e) Élaborer des politiques à l'intention des hommes, et en particulier des hommes jeunes, visant à faire évoluer les mentalités et les comportements concernant le rôle et les responsabilités de l'homme et de la femme;

f) Concevoir des politiques appuyant l'exercice par les femmes de tous leurs droits fondamentaux et créer un environnement où les violations des droits des femmes et des filles ne soient pas tolérées;

g) Faire en sorte que toutes les politiques et stratégies d'information tiennent compte de la situation des femmes;

h) Encourager les médias à soutenir activement la réalisation de l'objectif de l'égalité entre les sexes;

i) Mettre au point des approches encourageant les femmes à créer, obtenir et diffuser des informations, y compris en utilisant les nouvelles technologies de l'information comme Internet;

j) Prendre davantage de mesures pour éliminer la violence à l'égard des filles, et en particulier l'exploitation sexuelle, la prostitution, la pornographie infantile, le trafic d'enfants et les pratiques traditionnelles nocives, telles que la mutilation génitale;

k) Prendre des mesures pour encourager les médias, y compris par l'entremise d'Internet, à cesser de donner une image négative des femmes et des filles et à supprimer la commercialisation du sexe et de la violence à l'égard des femmes et des filles.

47. Les organismes des Nations Unies, d'autres organisations intergouvernementales internationales et régionales, et en particulier celles qui se consacrent à la santé, à l'éducation et à l'information, aux droits de l'homme et à l'environnement,

les parlements et la société civile, y compris le secteur privé et les organisations non gouvernementales, devraient appuyer les efforts des gouvernements et élaborer leurs propres programmes en vue de garantir la pleine application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing dans les domaines susmentionnés.

Mesures complémentaires d'ordre juridique à prendre pour réaliser l'objectif de l'égalité entre les sexes

48. L'instauration d'un cadre législatif non discriminatoire et tenant compte de la situation des femmes garantit l'égalité *de jure* entre les sexes et crée un contexte favorable au plein exercice par les femmes de leurs droits fondamentaux. L'égalité devant la loi, l'existence de sanctions appropriées en cas de violation, la connaissance des droits, l'accès aux ressources et la mise en place d'un système de maintien de l'ordre et d'un appareil judiciaire adéquats permettront d'accélérer la réalisation de l'égalité entre les sexes.

49. Les gouvernements devraient :

- a) Supprimer toute législation discriminatoire d'ici à 2005;
- b) Instaurer et préserver un contexte juridique non discriminatoire tenant compte de la situation des femmes et combler les lacunes juridiques qui font que certains droits des femmes et des filles ne sont pas protégés;
- c) Faire en sorte que la législation existante et future soit compatible avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et en respecter toutes les dispositions;
- d) Faire mieux connaître les recours contre le déni ou la violation des droits et en faciliter l'usage, y compris ceux offerts par des tribunaux efficaces et tenant compte de la situation des femmes, par des organismes de médiation ou de conciliation, par des institutions indépendantes de défense des droits fondamentaux ayant expressément pour vocation de veiller au respect des droits de la femme et par des procédures internationales judiciaires et quasi judiciaires du type de celles prévues au titre du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- e) Élaborer et appliquer des lois interdisant les pratiques coutumières ou traditionnelles constituant des violations des droits fondamentaux de la femme et représentant un obstacle au plein exercice par les femmes de leurs droits et de leurs libertés fondamentales;
- f) Traduire en justice les personnes coupables de violence à l'égard de femmes ou de filles et les condamner à une peine appropriée.

Mesures complémentaires à prendre au niveau des institutions pour réaliser l'objectif de l'égalité entre les sexes

50. De solides mécanismes nationaux de promotion de la femme encouragent l'action politique au plus haut niveau et favorisent des débats publics ouverts sur l'égalité entre les sexes en tant qu'objectif social ainsi que l'élaboration de programmes d'action. Ils appuient et facilitent l'élaboration et l'adoption de politiques, de lois, de programmes et d'activités de renforcement des capacités de nature à favoriser l'égalité entre les sexes. Ils appuient également les structures et dispositifs institutionnels qui ont été mis en place à tous les niveaux et dans tous les domaines de l'administration aux fins de promouvoir l'égalité entre les sexes en proposant des mesures d'autonomisation des femmes, d'appliquer les stratégies d'intégration sociale concernant ces dernières et de créer les conditions institutionnelles voulues pour favoriser l'égalité entre les sexes.

51. Les gouvernements devraient :

- a) Allouer suffisamment de ressources budgétaires aux mécanismes nationaux de promotion de la femme pour qu'ils puissent s'acquitter de leur mandat;
- b) Charger de nouveaux mécanismes institutionnels de travailler de concert avec les mécanismes nationaux susmentionnés de manière à renforcer l'appui de la société à la réalisation de l'égalité entre les sexes, ou élargir les mécanismes existants;
- c) Instituer des commissions d'égalité des chances qui soient efficaces;
- d) Encourager l'instauration de partenariats entre les ONG, les organisations locales et les dirigeants traditionnels, communautaires et religieux aux fins de la protection et de la promotion des droits fondamentaux des femmes;
- e) Constituer des réseaux institutionnels de promotion des femmes qui favorisent le bon déroulement de leur carrière;
- f) Faciliter la création d'alliances entre les pouvoirs publics, les parlements, les autorités judiciaires et les groupes de défense des droits des femmes afin de garantir la bonne application des lois antidiscriminatoires à l'égard de ces dernières.

52. D'autres parties prenantes, telles que les organismes des Nations Unies, la société civile et les ONG, en particulier, sont invitées à élaborer des programmes qui puissent appuyer les gouvernements dans leurs interventions à cet égard.

Mesures complémentaires à prendre au niveau des programmes pour réaliser l'objectif de l'égalité entre les sexes

53. Il y a lieu d'exécuter des programmes spécifiques en faveur des femmes qui favorisent le développement de leurs capacités et leur autonomisation, indispensables à la réalisation de l'égalité entre les sexes. Il faudra par ailleurs compléter ces programmes spéciaux par des initiatives visant à intégrer une perspective sexospécifique dans toutes les politiques et tous les programmes nationaux de manière que la promotion de l'égalité entre les sexes soit un volet essentiel de toutes les interventions gouvernementales.

54. Les gouvernements devraient :

a) Continuer à appliquer pleinement les plans d'action nationaux qu'ils ont élaborés sur la base du Programme d'action formulé lors de l'examen de la suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes ainsi que les instruments internationaux en vigueur, notamment ceux relatifs aux droits fondamentaux qui présentent un intérêt particulier pour les femmes;

b) Alphabétiser les femmes adultes qui n'ont pas d'instruction au moyen de campagnes d'alphabétisation massives qui mettent en oeuvre tous les moyens technologiques modernes disponibles et consolider les connaissances que ces femmes ont acquises au moyen d'une formation de soutien, l'objectif étant de réduire de moitié au moins, d'ici à 2010, le taux d'analphabétisme des femmes enregistré en 2000;

c) Concevoir et appliquer des programmes qui permettent aux hommes et aux femmes de concilier responsabilités familiales et professionnelles;

d) Intensifier les campagnes de sensibilisation aux problèmes sexospécifiques et mieux familiariser les hommes et les femmes à ces problèmes de manière à lutter contre la persistance des stéréotypes traditionnels;

e) Faire en sorte que les journalistes et les spécialistes des médias, les associations de médias et les établissements d'enseignement et de formation donnent des femmes une image neutre et non stéréotypée;

f) Mener des campagnes radiophoniques et publicitaires soulignant l'égale importance des filles et des garçons dans la société;

g) Nouer des partenariats en faveur de l'égalité entre les sexes avec les organisations internationales, les ONG, le secteur privé, la société civile et les hommes et les femmes;

h) Adopter, à l'intention du secteur privé et des établissements d'enseignement, des mesures qui les encoura-

gent et les aident à mieux appliquer les lois antidiscriminatoires concernant les femmes;

i) Permettre aux organisations de femmes d'accéder à des technologies grâce auxquelles elles puissent constituer des réseaux et en assurer le fonctionnement et obtenir et échanger des informations;

j) Adopter ou élaborer plus avant des codes de conduite et des directives professionnelles et d'autoréglementation à l'intention des médias et de l'industrie de l'information pour que les femmes bénéficient de l'égalité d'accès et de chances en matière d'information en tant que productrices et consommatrices d'informations.

55. Le système des Nations Unies, les associations professionnelles de médias, les écoles de journalisme, le secteur privé, les ONG et les associations de femmes, en particulier, sont invités à s'associer à l'application de ces mesures.

Mesures complémentaires à prendre pour produire et diffuser des données et des informations, fixer des cibles et mettre en place des mécanismes de suivi aux fins de la réalisation de l'objectif de l'égalité entre les sexes

56. Pour que les politiques, les lois et les programmes visant à promouvoir l'égalité entre les sexes soient efficaces et bien coordonnés, il faut disposer de connaissances précises sur la situation des femmes et des filles, définir des échéances et mettre en place des mécanismes de suivi des progrès réalisés. Il faut également renforcer les capacités de toutes les parties prenantes, accroître la transparence et faire en sorte qu'il soit mieux rendu compte de l'action entreprise.

57. Les gouvernements devraient :

a) S'interroger sur les causes de la baisse du taux de scolarisation des filles et des garçons dans les établissements primaires et secondaires de certains pays, ainsi que sur celles de l'augmentation, dans de nombreuses parties du monde, du nombre de femmes fréquentant un établissement d'enseignement supérieur, et sur les conséquences de ces phénomènes;

b) Publier périodiquement des statistiques relatives à la criminalité de manière à rendre plus transparente l'application des lois protégeant les droits des femmes et à mieux suivre l'évolution de la situation dans ce domaine;

c) Appuyer ou mener des études sur l'impact des mesures en faveur de l'égalité entre les sexes;

d) Améliorer la collecte d'informations détaillées sur les femmes tout au long de leur vie et de données ventilées par sexe et par âge;

e) Étudier le rôle que les nouvelles technologies de l'information peuvent jouer pour faire progresser l'égalité entre les sexes;

f) Mener une enquête approfondie sur l'impact du VIH/sida sur les femmes et les fillettes;

g) Aider les femmes occupant des postes de responsabilité à servir de modèles aux autres femmes et à s'en faire les porte-parole et constituer des listes nationales de femmes ayant l'étoffe de dirigeantes;

h) Renforcer les capacités de tous les protagonistes chargés de faire progresser l'égalité entre les sexes, notamment en leur dispensant une formation aux problèmes sexospécifiques;

i) Dispenser des informations, une éducation et une formation aux femmes et aux filles concernant les biens et services publics et leur permettre d'accéder à ces derniers au même titre que les hommes;

j) Modifier les programmes de formation des fonctionnaires de manière qu'ils tiennent compte de l'objectif de l'égalité entre les sexes;

k) Établir et mettre en application des instruments et des indicateurs d'ordre pratique concernant la prise en compte des sexospécificités, sous forme notamment d'études, de statistiques et d'informations sur les problèmes sexospécifiques;

l) Dresser un bilan de l'action entreprise, selon le degré de réalisation de l'objectif de l'égalité entre les sexes;

m) Fixer des objectifs, des critères et un calendrier d'exécution précis pour l'application des politiques et programmes tenant compte des sexospécificités.

58. Les organismes des Nations Unies et autres organisations internationales – en particulier ceux qui sont chargés de mettre au point des méthodes et de produire des données statistiques –, les universités et les établissements d'enseignement supérieur, les instituts de recherche, le secteur privé, les ONG et autres parties prenantes sont invités à s'associer à l'application de ces mesures.

Mesures complémentaires à prendre en matière d'allocation des ressources pour réaliser l'objectif de l'égalité entre les sexes

59. Pour réaliser l'objectif de l'égalité entre les sexes, il faudra non seulement allouer des ressources à certaines activités spécifiques et bien ciblées mais aussi prendre en compte l'objectif de l'égalité entre les sexes dans toutes les décisions budgétaires. Il faudra en outre allouer des ressources humaines et financières aux initiatives visant à intégrer cet

objectif dans tous les programmes d'action si l'on veut que ces initiatives aboutissent aux transformations recherchées.

60. Les gouvernements devraient :

a) Promouvoir la coopération internationale afin d'aider financièrement les États à effectuer des analyses et des études statistiques sur les problèmes sexospécifiques et à en exploiter les résultats;

b) Prendre en compte l'objectif de l'égalité entre les sexes lorsqu'ils établissent leurs budgets; et

c) Allouer des fonds budgétaires aux programmes visant à promouvoir l'égalité entre les sexes.

B. Développement

61. En adoptant le Programme d'action, les gouvernements et la communauté internationale ont défini d'un commun accord des priorités de développement reposant sur le principe de l'égalité entre les sexes. En outre, ils ont déterminé que le développement humain durable pour toutes les sociétés n'était réalisable que lorsque les femmes participent à part entière et dans des conditions d'égalité à l'élaboration et à l'application des politiques et en retirent des avantages. La réalisation des deux autres objectifs que constituent l'égalité entre les sexes et la paix est indissociable de cette nouvelle conception du développement.

62. Axée initialement sur la situation et les besoins fondamentaux des femmes, la notion de participation des femmes au développement, devenue plus globale et systématique, s'appuie désormais sur l'étude des relations entre les sexes et des rôles des deux sexes. Les tendances récentes à la mondialisation, à la libéralisation, à la privatisation et à la diffusion des technologies de l'information et de la communication posent de nouveaux défis quant à la réalisation de l'égalité entre les sexes dans le domaine du développement économique et social. Il faudrait formuler des politiques et des programmes de développement humain durable qui permettent d'éliminer la recrudescence de la pauvreté dont les femmes sont victimes dans une mesure disproportionnée, assurer à celles-ci des moyens de subsistance durables et mettre en place sur le marché du travail des filets de sécurité à leur intention. Il faudrait aussi favoriser la prise en compte des problèmes sexospécifiques dans les politiques macroéconomiques de manière que les richesses tirées des nouvelles activités économiques soient partagées équitablement. La jouissance du droit à la santé et à la protection sociale et l'accès aux services sociaux sont de plus en plus compromis, en particulier pour les personnes contaminées par le VIH ou atteintes du sida ainsi que pour les femmes âgées, dont la proportion dans la

population s'accroît. Il y a lieu de prendre en considération le savoir et les priorités des femmes dans l'élaboration des mesures de conservation et de gestion des ressources environnementales, la population féminine mondiale étant majoritairement constituée d'agricultrices, qui sont tributaires de ces ressources. Les gouvernements attendent des organismes des Nations Unies, des ONG et des organisations de la société civile une intervention efficace qui garantisse que le développement humain durable devienne une réalité. Une volonté politique résolue de réaliser des investissements dans ces domaines d'importance cruciale est indispensable à la réalisation des objectifs que sont le développement humain, l'égalité entre les sexes et la paix.

Mesures complémentaires à prendre au niveau des politiques pour réaliser l'objectif d'un développement faisant une large place à la situation des femmes

63. Des politiques volontaristes visant à accroître les compétences et à assurer une participation active des femmes dans le champ économique et social sont indispensables si l'on veut réaliser l'objectif d'un développement humain durable. Ces politiques définissent un espace dans lequel les femmes peuvent revendiquer leur part des ressources, des services et des institutions économiques et participer à la prise de décisions et à la gestion. Le processus de prise de décisions exige un partenariat entre les hommes et les femmes à tous les niveaux.

64. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Adopter des objectifs précis assortis de dates limites pour réaliser l'accès intégral et égal des femmes aux niveaux hiérarchiques investis d'un pouvoir de décision dans des institutions d'importance stratégique ou traitant de développement, y compris les ministères des finances et du plan, de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, de l'environnement, etc.;

b) Appuyer l'initiative de Cologne en faveur de l'allègement de la dette, et notamment l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés et sa disposition selon laquelle l'argent économisé devrait être investi dans des programmes de lutte contre la pauvreté qui prennent en compte ses dimensions sexospécifiques;

c) Créer des fonds pour le développement social afin de réduire au minimum les effets indésirables des programmes d'ajustement structurels sur les femmes et le fardeau disproportionné qui pèse sur les femmes pauvres;

d) Adopter des mesures spéciales visant à améliorer la situation des femmes des campagnes et leur donner les moyens d'assurer la sécurité socioéconomique de leurs foyers;

e) Appliquer des mesures correctives afin de donner aux femmes des chances égales d'accès aux programmes de formation offerts par eux-mêmes et par les organismes des Nations Unies pour favoriser la participation des femmes à tous les niveaux de la prise de décisions, y compris en matière de planification, de gestion et de direction de programmes de lutte contre la pauvreté, de protection de la santé publique, de défense de l'environnement et de gestion des ressources;

f) Adopter lors de l'Assemblée du Millénaire, en septembre 2000, une stratégie mondiale d'élimination de la pauvreté qui fasse une large place à la situation des femmes.

65. Les organismes des Nations Unies, les institutions de Bretton Woods et les organisations non gouvernementales devraient :

a) Aider les gouvernements à mettre au point des interventions sexospécifiques en réponse aux crises humanitaires causées par des catastrophes naturelles ou par la dégradation de l'environnement;

b) Assurer une pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, aux activités de reconstruction durable.

Mesures complémentaires d'ordre juridique à prendre pour réaliser l'objectif d'un développement faisant une large place à la situation des femmes

66. Il importe d'introduire dans les réformes législatives auxquelles la mondialisation, les privatisations et la libéralisation donnent actuellement lieu de nouvelles dispositions réglementaires qui garantissent l'égalité des droits et des chances économiques. Cela revêt une importance toute particulière dans les domaines de la protection sociale, de la propriété foncière et de la transmission des patrimoines.

67. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Étendre l'application du droit du travail national et international aux emplois non réguliers – sous-traitance, travail à temps partiel, travail au noir, par exemple – qui sont un sous-produit de la mondialisation et qui échappent à la protection assurée par le droit du travail tel qu'habituellement conçu;

b) Faire en sorte que les processus nationaux de réforme administrative et législative en matière de propriété foncière, de décentralisation et de réorientation vers une économie de marché placent les femmes à égalité de droits avec les hommes pour ce qui est de l'accès aux ressources économiques, et notamment au crédit et à la propriété et au contrôle des biens fonciers et autres;

c) Veiller, en collaboration avec les partenaires du secteur privé et les médias nationaux, à ce que les questions relatives à l'égalité d'accès des hommes et des femmes soient prises en compte, notamment dans les domaines des technologies de l'information et de la communication;

d) Faire passer dans le droit national des dispositions conformes à la Convention sur la diversité biologique et tendant à protéger les droits des femmes autochtones et des communautés locales sur leurs savoirs, leurs innovations et leurs pratiques en matière de médecine traditionnelle, de biodiversité et de techniques indigènes;

e) Examiner et remanier la législation sanitaire dans le sens d'une meilleure prise en compte de la nouvelle demande de services et de soins à l'intention des femmes et des filles créée par la pandémie de VIH/sida, ainsi que des connaissances nouvelles concernant les besoins spécifiques des femmes en matière de programmes de santé mentale et d'hygiène du travail et en matière de vieillissement;

f) Décourager, notamment par des campagnes de presse, les coutumes et pratiques traditionnelles telles que le mariage précoce et la polygamie qui accroissent la vulnérabilité des femmes et des filles à l'infection par le VIH et à d'autres maladies sexuellement transmissibles.

Mesures complémentaires à prendre au niveau des institutions pour réaliser l'objectif d'un développement faisant une large place à la situation des femmes

68. Il faut absolument intégrer le souci de l'égalité des sexes tant dans les institutions existantes que dans les réformes visant à adapter ces institutions au nouvel ordre mondial. Il est essentiel en effet de faire en sorte que les femmes aient accès, sur un pied d'égalité avec les hommes, à des institutions officielles comme les banques, les syndicats, les organismes de crédit mutuel et les établissements de soins médicaux. La réforme des institutions a un rôle stratégique et crucial à jouer dans la création d'un environnement propice au type de développement visé.

69. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Soutenir le rôle d'intermédiaire joué par les organisations non gouvernementales qui mettent les établissements financiers en rapport avec les femmes défavorisées des zones rurales et urbaines;

b) Créer, avec l'aide des organisations internationales, des formules de crédit assorties de formalités simplifiées et reposant sur des garanties adaptées aux besoins des femmes en matière d'épargne et de crédit;

c) Fixer, dans le cadre des processus de décentralisation à l'oeuvre dans de nombreux pays, des quotas de sièges réservés aux femmes dans les organismes locaux de développement afin de favoriser leur participation;

d) Aider les organisations non gouvernementales féminines à fournir des services, ce qui est une des stratégies permettant de rendre les gouvernements mieux à même de tenir les engagements pris lors de la Conférence internationale sur la population et le développement en ce qui concerne l'accès à des soins de santé de bonne qualité et abordables, y compris en ce qui concerne l'information et les services dans les domaines du planning familial, de la santé en matière de reproduction et de l'hygiène sexuelle et dans ceux des soins obstétricaux d'urgence et des soins maternels;

e) Réexaminer les projets de réforme du secteur sanitaire et leur impact sur la santé des femmes, et notamment sur la prestation de soins médicaux aux femmes pauvres des zones rurales et urbaines;

f) Mettre en place des dispositifs d'aide aux femmes et aux filles atteintes du VIH/sida, y compris l'accès aux médicaments, au logement et à un suivi médical approprié;

g) Créer à l'intention des femmes pauvres des régimes de protection sociale qui tiennent compte des incertitudes et des conditions de travail amenées par la mondialisation.

Mesures complémentaires à prendre au niveau des programmes pour réaliser l'objectif d'un développement faisant une large place à la situation des femmes

70. Pour améliorer les perspectives, le potentiel et les activités des femmes en matière de développement, il faut poursuivre une politique d'appui aux programmes qui se situe à deux niveaux: celui des programmes destinés spécifiquement aux femmes et répondant à leurs besoins particuliers en matière de renforcement des capacités et de mise en place d'institutions et celui de la prise en compte systématique des problèmes liés à la situation des femmes dans toutes les activités de formulation et d'exécution de programmes. Il importe particulièrement d'être attentif aux points d'appui que les problèmes nouveaux et les tendances qui se dessinent offrent pour le lancement de nouveaux programmes.

71. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Réorienter les services de vulgarisation agricole, y compris le crédit, afin de mieux satisfaire aux besoins des agricultrices et de renforcer le rôle crucial que jouent les femmes pour assurer la sécurité alimentaire;

b) Appuyer le rôle crucial joué par les organisations non gouvernementales féminines dans la mise en oeuvre d'Action 21 et dans l'intégration de la problématique de l'égalité de la femme dans la conception et le fonctionnement de mécanismes, programmes et équipements de gestion des ressources et de protection de l'environnement;

c) Inclure des services de santé mentale dans les systèmes de soins de santé primaires et former le personnel de santé à repérer les femmes et les filles de tout âge qui ont subi quelque forme que ce soit de violence en raison de leur sexe et à les soigner;

d) Offrir aux filles des possibilités de formation permettant de développer leurs qualités de dirigeantes, de militantes et de médiatrices de conflits;

e) Réorienter l'information, les services et la formation destinés aux agents sanitaires de manière à les sensibiliser aux problèmes liés au sexisme, aux attentes de l'utilisatrice en matière de communication interpersonnelle et à son droit au respect de la vie privée et à la confidentialité;

f) Appuyer les efforts menés par les organisations non gouvernementales pour mettre au point, au niveau local, des stratégies pour la protection des femmes de tout âge contre le VIH/sida et autres maladies sexuellement transmissibles; offrir des soins aux filles, aux femmes et aux familles contaminées et mobiliser tous les secteurs de la collectivité;

g) Lancer des programmes permettant de renforcer la capacité des organisations féminines non gouvernementales et autres à utiliser les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans leurs activités de développement.

72. Les organismes et programmes des Nations Unies et les organisations intergouvernementales devraient continuer de s'employer à mettre au point un programme d'appui intégré visant les 12 domaines critiques recensés dans le Programme d'action.

Mesures complémentaires à prendre pour produire des données, fixer des cibles et mettre en place des mécanismes de suivi aux fins de la réalisation de l'objectif d'un développement faisant une large place à la situation des femmes

73. Dans presque tous les pays, les bilans effectués au cours des cinq dernières années ont mis en relief le manque de données fiables ventilées par sexe et par tranche d'âge et la mesure dans laquelle cette lacune a fait obstacle à une planification et une programmation informées de l'accès à l'égalité des sexes.

74. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Fournir à leurs instituts de statistique l'appui institutionnel et financier qui leur permettrait de penser leurs services en fonction de la demande et de répondre aux demandes de données ventilées par sexe et par tranche d'âge destinées à servir à la formulation d'indicateurs statistiques sexospécifiques aux fins de suivi et d'études d'impact;

b) Entreprendre des études sur les tendances récentes qui introduisent de nouvelles disparités selon le sexe sur les migrations féminines et leurs effets sur l'économie domestique et sur les nouvelles conditions d'emploi et leurs effets sur la distribution des rôles et les relations entre les sexes;

c) Mettre en place une capacité nationale de faire réaliser par les universités et les instituts nationaux de recherche et de formation des enquêtes et des études d'impact permettant de réunir les connaissances nécessaires à la définition des grandes orientations politiques;

d) Mettre au point et tester des indicateurs permettant de mesurer l'ampleur des violences exercées contre les femmes, y compris les travailleuses migrantes.

Mesures complémentaires à prendre en matière d'affectation des ressources pour réaliser l'objectif d'un développement faisant une large place à la situation des femmes

75. L'un des signes qui indiquent une volonté politique d'atteindre les objectifs du développement humain durable est l'affectation de ressources adéquates au soutien des activités relatives au problème de la situation des femmes. La mobilisation de ressources financières et humaines a une importance critique pour parvenir à ce que les femmes participent au développement en partenaires égales et qu'elles en bénéficient et pour relever efficacement les nouveaux défis et ceux qui s'annoncent.

76. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Inciter les pays développés à atteindre l'objectif de 0,7 % de leur produit national brut (PNB) pour l'aide publique au développement afin d'augmenter la masse des ressources disponibles pour agir en faveur de l'égalité des sexes, du développement et de la paix;

b) Ouvrir dans les budgets nationaux des crédits exclusivement destinés aux programmes de développement à l'intention des femmes;

c) Accélérer la mise en oeuvre de l'Initiative 20/20;

d) Accroître la capacité des ONG féminines de mobiliser des ressources pour assurer le maintien de leurs activités de développement.

77. Les organismes des Nations Unies et les organisations internationales et régionales devraient prendre des mesures tendant à :

- a) Aider les gouvernements dans les domaines susmentionnés;
- b) Renforcer les capacités des ONG en matière de mobilisation de ressources;
- c) Affecter des ressources aux programmes menés aux échelons régional et national dans les domaines susmentionnés.

C. Paix

78. Maintenir la paix et la sécurité internationales, assurer la justice sociale et le respect des droits de l'homme et promouvoir le progrès social et l'amélioration du niveau de vie sont les principaux objectifs des gouvernements et de la communauté internationale. La paix est liée à l'égalité entre les sexes et au développement.

79. On ne peut atteindre une paix universelle et durable sans la participation pleine et entière des femmes au niveau international et au niveau des gouvernements, particulièrement en ce qui concerne la prise de décisions. La prise en compte de la situation des femmes doit faire partie intégrante de toute action menée pour régler les conflits et faire régner la paix. Il doit aller sans dire que les intérêts, les préoccupations, l'expérience et les priorités des femmes comme ceux des hommes doivent être incorporés à la conception, à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation de toutes les actions entreprises dans tous les domaines touchant la paix. Tous les secteurs critiques visés par le Programme d'action ont des aspects qui touchent la paix, mais certains sont plus étroitement liés à la réalisation de cet objectif. Il convient aussi d'examiner plusieurs questions nouvelles, comme le fait que les femmes devraient participer à la prise de décisions dans toutes les instances qui traitent des affaires étrangères, de la défense, des questions de désarmement et de consolidation de la paix.

80. La violence dirigée contre les femmes constitue un obstacle majeur à l'égalité des sexes, au développement et à la paix et elle est devenue une préoccupation majeure dans le domaine des droits de l'homme. Il est indispensable de prendre des mesures pour éliminer la violence à l'égard des femmes aux niveaux domestique, national et international. Les conflits armés et les situations d'urgence mettent gravement en danger la vie des femmes et des enfants.

Mesures complémentaires à prendre sur le plan des politiques pour réaliser l'objectif de la paix

81. Il faut de la volonté politique et de la détermination pour assurer l'adoption d'un ensemble complet de politiques visant à faire régner la paix. Ces politiques doivent faire participer les femmes à tous les niveaux de la prise de décisions et de la planification, et il faut qu'elles garantissent que le problème de la situation des femmes soit toujours pris en compte.

82. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

- a) Faire en sorte que les femmes participent à la prise de décisions à tous les niveaux, notamment à titre d'envoyées spéciales et de représentantes spéciales;

- b) Porter à au moins 30 ou 35 % la proportion de femmes dans les forces de police civile et dans les armées, notamment aux niveaux où sont prises les décisions;

- c) Ne plus jamais laisser impunies les violations de droits de l'homme et les atteintes au droit humanitaire, grâce à une stricte application des normes en question, particulièrement dans le cas du personnel militaire et notamment dans celui des forces de maintien de la paix;

- d) Faire participer davantage de femmes aux négociations menées pour régler des conflits ou pour rétablir ou consolider la paix;

- e) Améliorer les mécanismes existants – et en développer d'autres – destinés à permettre aux réfugiés, en particulier aux femmes et aux filles, d'avoir accès à l'éducation et aux services de santé.

83. Les organismes des Nations Unies devraient prendre des mesures tendant à :

- a) Atteindre l'objectif de 50 % de femmes à tous les postes de la catégorie des administrateurs et des catégories supérieures, notamment aux niveaux les plus élevés de leur secrétariat, ainsi que parmi les consultants recrutés pour les missions de maintien de la paix, ou pour toute autre activité, et faire rapport à ce sujet;

- b) Mettre en place dans les domaines du recrutement et de la promotion des activités spéciales, des mesures et des programmes d'accès à la parité pour leurs fonctionnaires femmes, et développer ces activités, mesures et programmes et en assurer le suivi jusqu'à ce que le but soit atteint.

84. Les entités du système des Nations Unies et la société civile, notamment les ONG et le secteur privé, devraient appuyer les gouvernements dans ces domaines.

**Mesures complémentaires d'ordre juridique
à prendre pour réaliser l'objectif de la paix**

85. Il ne peut y avoir de paix sans que soient appliquées, aux échelons national et international, des législations tenant compte des problèmes des femmes et permettant d'éliminer la violence à leur égard et de mettre fin aux conflits armés. L'existence d'instruments internationaux et la poursuite de négociations et d'échanges de vues entre pays visant à réduire les conflits armés et à prévenir les actes de violence sexiste, y compris le viol, contribuent à la paix.

86. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

- a) Abroger les lois discriminatoires et éliminer les pratiques qui perpétuent l'idée que les femmes sont inférieures aux hommes;
- b) Adopter dans tous les États des lois efficaces pour protéger les femmes contre la violence, et harmoniser toutes les lois afin de garantir que les victimes de violence en soient mises à l'abri définitivement;
- c) Promouvoir la présentation de projets de lois efficaces et l'adoption d'autres mesures pour combattre le trafic et l'exploitation sexuelle des femmes et des filles;
- d) Prendre d'ici à 2005 des mesures pour limiter l'accès aux armes;
- e) Traiter toutes les formes de violence à l'égard des femmes comme des atteintes à l'ordre public punies par la loi;
- f) Encourager la ratification universelle, d'ici à 2005, du Statut de Rome portant création de la Cour pénale internationale, et favoriser l'élaboration, aux termes du Statut, d'un règlement qui tienne compte des problèmes des femmes;
- g) Créer des tribunaux des affaires familiales et adopter des lois pour le règlement des affaires criminelles touchant la violence au foyer.

**Mesures complémentaires à prendre
au niveau international pour réaliser l'objectif de la
paix**

87. Des mécanismes institutionnels forts garantissent un engagement politique au plus haut niveau en faveur de l'établissement et du maintien de la paix. Ces mécanismes soutiennent et facilitent l'élaboration et l'adoption de politiques, de lois, de programmes et de mesures de renforcement des capacités en faveur de la paix. Les services de maintien de l'ordre ont un important rôle à jouer dans l'action menée contre la violence au foyer.

88. Les gouvernements et la communauté internationale devraient prendre des mesures tendant à :

a) Appuyer les travaux des tribunaux internationaux, notamment en ce qui concerne les problèmes liés au sexe;

b) Appuyer les activités de réseaux de femmes qui s'emploient à éliminer toutes les formes de violence à l'égard des femmes;

c) Faire en sorte que tous les intervenants soient tenus responsables de la protection et de la promotion des droits fondamentaux des femmes.

89. Les entités du système des Nations Unies, la société civile et les ONG devraient contribuer à ces efforts.

**Mesures complémentaires à prendre au niveau des
programmes pour réaliser l'objectif de la paix**

90. La participation et la contribution des femmes aux programmes destinés à faire régner la paix devraient être encouragées.

91. Les gouvernements et la communauté internationale devraient prendre des mesures tendant à :

a) Lancer, d'ici à la fin de 2001, une campagne internationale en faveur de l'élimination de toute tolérance en matière de violence à l'égard des femmes;

b) Concevoir et mettre en place des programmes novateurs pour sensibiliser toute la société, en particulier les enfants, à l'importance du règlement des conflits sans recourir à la violence.

**Mesures complémentaires à prendre pour produire
et diffuser des données, fixer des cibles et mettre en
place des mécanismes de suivi**

92. L'élaboration des politiques, des lois et des programmes sera facilitée si la population est bien informée quant aux objectifs de la recherche de la paix et du règlement des conflits et quant au rôle joué par les femmes dans la poursuite de ces objectifs.

93. Les gouvernements devraient prendre des mesures tendant à :

a) Assurer l'éducation et la formation de tous les intervenants qui sont en rapport avec des victimes de la violence;

b) Constituer, d'ici à la fin de 2001, une base de données statistiques adéquate et un centre de circulation de l'information sur les pratiques efficaces et les enseignements tirés des occurrences des diverses formes de violence à l'égard des femmes;

c) Entreprendre une analyse des effets des mesures prises pour lutter contre la violence à l'égard des femmes;

d) Assurer une meilleure coopération internationale et un effort plus suivi au niveau national en ce qui concerne la collecte de données exactes sur la violence à l'égard des femmes;

e) Faire en sorte que les renseignements et les connaissances concernant l'application des droits de l'homme et des normes du droit humanitaire soient largement diffusés;

f) Veiller à ce que les différences d'impact qu'ont les conflits armés sur les femmes et les hommes soient bien comprises et prises en considération.

94. Les organismes des Nations Unies, la société civile et les ONG devraient aussi appuyer ces mesures et élaborer leurs propres programmes à ce sujet, notamment en réunissant, d'ici à la fin de 2001, un groupe de travail international chargé de bâtir un consensus entre les pays sur des indicateurs communs concernant les divers types de violence et sur les façons de mesurer la violence.
